



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LORCA (Cons la Grandville)

54870 Cons-la-Grandville

Références : 2025_0506
Code AIOT : 0006200123

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement LORCA (Cons la Grandville) implanté 54870 Cons-la-Grandville. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale points chauds qui vise à prévenir les accidents dans les ICPE présentant un risque lors de travaux par points chauds.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORCA (Cons la Grandville)
- 54870 Cons-la-Grandville
- Code AIOT : 0006200123
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LORCA exploite sur le territoire de la commune de Cons-la-Granville une exploitation de SILO ainsi qu'un centre de stockage et de distribution de produit pétrolier.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.1	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.7	Sans objet
4	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.5	Sans objet
5	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.7	Sans objet
6	Travaux	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.6	Sans objet
7	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, le silo 5 présentait des traces de poussières importantes, notamment dans l'une de ses cellules. Il a donc été demandé à l'exploitant de réaliser sous 1 mois les opérations de nettoyage nécessaires à garantir la sécurité de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède un plan des zones à risques ainsi qu'un plan des zones ATEX réalisé par Service COOP.</p> <p>Ce plan donne également la nature des risques présents dans l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les consignes d'exploitation en cas de démarrage ou d'arrêt, de fonctionnement normal ou d'entretien.</p> <p>Ces consignes font bien mention de l'obligation de réaliser un permis de feu en cas de travaux d'entretien au sein de l'installation.</p> <p>Les consignes en cas d'arrêt d'urgence n'étaient pas affichées. Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant l'a affiché sans délai de manière à faciliter la réaction du personnel en cas de sinistre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Nettoyage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Nettoyage</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p> <p>La quantité de poussière n'est pas supérieure à 50 g/m².</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.</p> <p>Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le Silo 5 présentait une quantité importante de poussière sur les parois d'une cellule en palplanche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser sous 1 mois le nettoyage de la cellule en question selon les règles de l'art et de présenter un justificatif attestant du nettoyage de la cellule en question.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 pouvant être à l'origine d'incendies ou d'explosions, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'utiliser des matériels susceptibles de générer des points chauds ou des surfaces chaudes, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu".</p> <p>Il est interdit de fumer dans les installations ainsi que dans les aires de chargement, de déchargement, de stockage ou de manutention.</p> <p>Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats :</p>

L'interdiction d'apporter le feu est marquée en caractères apparents à l'entrée du local du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " explosions " ; - l'obligation du "permis d'intervention ou du permis de feu" pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; [...] Constats : Les consignes indiquant l'interdiction d'apporter le feu, l'obligation d'avoir un permis de feu pour réaliser les travaux sont bien affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. La procédure d'arrêt d'urgence n'était pas affichée mais a été imprimée et affichée par l'exploitant à la demande de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention ", et éventuellement d'un " permis de feu ", et en respectant les règles d'une consigne particulière. [...] Constats : Les travaux de réparation ou d'aménagement augmentant les risques au sein de l'installation font

<p>l'objet d'un permis de feu lorsqu'une équipe interne au groupe intervient.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées ses deux derniers permis de feu qui datent du 2 et du 9 avril 2025.</p> <p>Sur ces permis de feu, il est bien précisé qu'une vérification post travaux a été réalisée deux heures après l'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une vérification est bien effectuée après les travaux et consignée dans les permis de feu qu'a présenté l'exploitant lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>